Jean Tulard

Napoléon et la Confédération du Rhin

De Goethe à Hegel, de Heine à Marx, les intellectuels allemands ont salué en Napoléon le créateur d'une puissante confédération, première étape vers l'unification de l'Allemagne; ils ont vu en lui le rénovateur de la vieille Germanie grâce à l'introduction dans une partie des États allemands du Code civil, porteur des principes de 1789. Mais ne se sont-ils pas trompés? Telle est la question à laquelle je souhaiterais répondre en examinant les variations de la politique napoléonienne à l'égard de la Confédération du Rhin.

1. Les précédents

Au départ les idées de Napoléon à l'égard de l'Allemagne n'ont rien de bien original. Il est l'héritier d'une tradition diplomatique. Longtemps la France a vécu dans l'illusion prussienne¹. La Prusse c'était le pays de Frédéric II, le despote éclairé qui avait accueilli Voltaire; c'était la patrie de l'illuminisme; c'était aussi la rivale de l'Autriche, elle-même adversaire de la France sur le continent depuis François Ier; elle apparaissait donc aux yeux des diplomates français comme l'allié idéal.

Mais les déceptions s'étaient accumulées, de Pilnitz à l'échec de l'ambassade de Siéyès à Berlin. Siéyès avait fini par reprendre une vieille idée qui traînait dans tous les tiroirs des ambassadeurs, la création d'une troisième et au besoin d'une quatrième Allemagne, l'une au Nord l'autre au Sud.

Talleyrand saisit l'idée au vol: il faut regrouper, disait-il, les princes de l'Allemagne centrale et méridionale pour les utiliser contre l'Autriche. Des instructions furent envoyées dans ce sens à Alquier alors à Munich. «Qui pourrait, lui écrivait-il en mars 1799, empêcher que les princes et les États germaniques qui ont à s'occuper du soin de leur conservation et de leur agrandissement, ralliés autour de la Bavière, qualifiée de Prusse de l'Allemagne du Sud, ne formassent entre eux ce tiers parti dont l'influence pourrait si utilement balancer celle des deux cours (Prusse et Autriche) qui maîtrisent aujourd'hui l'Allemagne.»²

Le recès de 1803 devint, dans cette optique, le point de départ tout à la fois de la dislocation du Saint Empire Romain Germanique et de l'hégémonie française en Alle-

¹ Cf. *Jean Tulard*, *La Révolution française et l'Allemagne*, dans: *Francia* 12 (1982) 43-48.

² Cité par *Marcel Dunan*. *L'Allemagne de la Révolution et de l'Empire*, 2ème partie, (cours photocopié, Paris 1954) 107.

magne, une hégémonie appelée à s'appuyer sur des pays comme la Bavière. Les clients de la France n'ont pas eu à se plaindre des remaniements territoriaux.

Au demeurant l'idée d'un regroupement des petits Etats allemands n'était pas uniquement d'origine française: sans remonter jusqu'à Goethe, rappelons que le baron de Waitz, ministre de l'Electeur de Hesse-Cassel, avait suggéré à Bignon, le représentant de la France, de rassembler sous la houlette de la France, tous les Etats germaniques, à l'exclusion de l'Autriche, de la Prusse et du Hanovre sous influence anglaise. Même suggestion de la part de Dalberg qui, après l'invasion de la Bavière par l'Autriche, ne voyait de salut que dans l'abdication forcée ou volontaire de François II qui avait foulé aux pieds la constitution germanique. En fondant la Confédération du Rhin, Napoléon n'a fait que puiser dans des projets anciens.

2. La création de la Confédération

Cette création a connu plusieurs étapes, traduisant les hésitations de Napoléon.

En octobre 1805, Napoléon prévoit trois empereurs en Allemagne: Autriche, Prusse et France (avec Bavière, Wurtemberg et Bade, tous trois arrondis; les biens des communautés religieuses et des nobles érigés en fiefs pour des maréchaux et des dignitaires). Plus d'empereur unique, plus de diète. Une carte de l'Allemagne simplifiée certes, mais un recul de l'unité.

Après Austerlitz, Napoléon ne passe pas aux actes. Tout en proclamant la complète souveraineté des rois de Bavière et de Wurtemberg, les traités de Brünn des 10 et 11 décembre 1805 précisent que chacun des nouveaux royaumes continuera à faire partie du territoire de l'empire d'Allemagne³. On note le maintien du titre d'électeur pour Charles-Frédéric de Bade.

Toutefois un pacte fédératif secret à perpétuité est signé par Montgelas et Talleyrand, le 16 janvier 1806. Il englobe le Wurtemberg et Bade. Sont prévus le royaume d'Italie et la République helvétique.

Le 31 mai 1806, Napoléon fait connaître sa décision. «Il n'y aura plus d'empire germanique et nous nous en tiendrons là.» Le pacte englobait en plus des trois Etats du Sud, l'archi-chancelier Dalberg, Berg, Hesse-Darmstadt, Nassau, Salm, Isenbourg, Arenberg et La Leyen, dans une Confédération de la Haute-Allemagne transformée en juin en Fédération des Souverains du Rhin. Cette fois ses membres devaient quitter le Saint-Empire qui se trouvait ainsi condamné. Napoléon se réservait le droit de nommer le président de la nouvelle diète et s'attribuait le titre – modeste par rapport aux intentions initiales – de protecteur. Le 22 septembre, Napoléon précisera le sens de ce titre: «Lorsque nous avons accepté le titre de protecteur de la Confédération du Rhin, nous n'avons eu en vue que d'établir en droit ce qui existait en fait depuis plusieurs siècles. En l'acceptant nous avons contracté la double obligation de garantir le territoire de la Confédération contre les troupes étrangères et le territoire de chaque confédéré contre les entreprises des autres. Mais là se bornent nos devoirs envers elle. Nous

³ *De Clercq*, Recueil des traités de la France, t.II, (1864) 120.

n'entendons en rien nous arroger la portion de souveraineté qu'exerçait l'empereur d'Allemagne comme suzerain. Les affaires intérieures de chaque Etat ne nous regardent pas. Les princes de la Confédération du Rhin sont des souverains qui n'ont pas de suzerain.»⁴

Dalberg prit le titre de Prince-Primat et Altesse Eminentissime, l'électeur de Bade, le duc de Berg et le landgrave de Hesse-Darmstadt celui de Grand-Duc avec prérogatives attachées à la dignité royale. Les problèmes communs étaient traités dans une diète qui devait siéger à Francfort avec deux collègues, celui des rois et celui des princes. Toute guerre continentale faite à l'un des membres devait entraîner la riposte des autres. L'alliance imposait à la confédération de fournir au protecteur un contingent de 63 000 soldats (pour une population de 7 millions et demi d'habitants.)

Malgré les louanges adressées alors à cette œuvre, Napoléon ne se défendit jamais d'un sentiment d'insatisfaction. Marcel Dunan a noté qu'il n'accorda aucune récompense à l'occasion de cette proclamation et que *Le Moniteur* se contenta de publier les textes essentiels sans le moindre commentaire.

3. Les aménagements

Napoléon envisageait d'en rester là et de laisser à la Prusse (toujours la même illusion!) l'autre partie de l'Allemagne. C'est le sens de la fameuse note à Talleyrand du 22 juillet 1806: faire entrer la couronne impériale dans la maison de Brandebourg et permettre à la Prusse de former une fédération des Etats du Nord. En réalité la Prusse n'était plus «maîtrisable». On peut toutefois rêver sur ce qu'aurait été l'évolution de l'Europe si elle avait accepté l'offre de Napoléon. La guerre issue de la quatrième coalition remit en cause ce partage de l'Allemagne.

Deux conséquences:

1. Tilsit consacra la fin des relations privilégiées franco-prussiennes. La Prusse est provisoirement anéantie. Plus question d'un empereur prussien.
2. Napoléon n'ayant plus à combattre que l'Angleterre, envisage de porter le conflit sur le plan économique. Toute l'Allemagne doit entrer dans le système du «blocus continental». Il importe donc de l'unifier en vue de cette lutte. La Saxe et les souverains du Nord (Gotha, Saxe-Weimar, Meiningen, Hildburghausen et Cobourg) entrent dans la Confédération ainsi que le nouveau royaume de Westphalie créé en faveur de Jérôme sur les ruines de la Prusse. Si les apparences sont préservées l'autorité de Napoléon se renforce sans la moindre concession de sa part. Machine de guerre et en définitive seulement machine de guerre, la Confédération, en dépit de nombreux projets, de Montgelas à Dalberg attendra une constitution. A propos de Dalberg, Napoléon trahissait ses sentiments: «C'est un songe-creux. Il ne cesse de me tourmenter pour que je reconstitue ce qu'il appelle la patrie allemande. Il veut avoir son Ratisbonne, sa chambre impériale avec toutes les traditions de l'ancien empire allemand.» Montgelas dira

⁴ Cité par Marcel Dunan, Napoléon et l'Allemagne. Le système continental et les débuts du royaume de Bavière 1806-1810, (Paris 1942) 35.

qu'il avait l'impression d'être placé devant «le roi des rois». Dans le même temps Napoléon rêve d'imposer partout le code civil et propose le modèle westphalien. Une Allemagne unifiée certes, mais pour mieux asseoir l'influence française en Europe et servir la lutte économique engagée contre «la perfide Albion». Pour cela l'Allemagne doit être étroitement soumise à Napoléon qui prend grand soin d'éviter toute réunion de diète ou autre mode de concertation.

1810 marque un nouveau tournant et sonne le glas de ceux qui avaient placé leurs espoirs dans la Confédération. Napoléon se rapproche de l'Autriche, épouse Marie-Louise et se désintéresse de l'avenir de la Confédération juste bonne à fournir des contingents de soldats⁵. Cette évolution sera néfaste aux intérêts de Napoléon. Les relations franco-bavaroises se refroidissent pour aboutir à la défection de 1813. Même évolution pour le Wurtemberg, autre pilier de la Confédération. A la défection des princes s'ajoute celle d'une bourgeoisie qu'irrite le Blocus continental avec ses privations et ses autodafés. La Confédération du Rhin meurt en 1813. La chance de l'unité allemande est manquée.

*

A Sainte-Hélène Napoléon se posera en champion des nationalités et avec d'autant plus d'autorité qu'il sera alors prisonnier de la Sainte-Alliance. Et il est vrai qu'il a simplifié la carte de l'Allemagne comme celle de l'Italie. Mais sa politique a été faite tout à la fois de réalisme et d'illusion, de sautes d'humeur et de brusques changements. Il n'y a pas une doctrine allemande de Napoléon mais une politique empirique. On peut distinguer trois étapes: une phase d'illusion sur la Prusse (trois empereurs, le Français dominant l'Allemagne du Sud); une confédération allemande conçue comme une machine de guerre tout à la fois militaire et économique; des relations privilégiées avec l'Autriche et un dédain affiché pour les petits souverains, du type bavarois.

On le voit Hegel s'est trompé lorsqu'il annonce en août 1807 l'avènement d'une monarchie libérale en Allemagne par les soins de Napoléon. Celui-ci ne peut guère être revendiqué comme l'un des artisans de l'unité allemande. Reste qu'il a contribué à saper les fondements féodaux de la vieille Germanie.

Diskussion zum Referat von Jean Tulard

Leiter: Wolfgang Schieder

Die Diskussion eröffnete *Helmut Berding* mit der Frage, inwieweit bei der Konstruktion des Rheinbundes dynastische Interessen eine Rolle gespielt haben. Seinen Hinweis auf das Königreich Westfalen, an dem sich die dynastische Denkweise Napo-

⁵ Sur ce tournant: *Marcel Dunan*, Napoléon et le système continental en 1810, dans: *Revue d'histoire diplomatique* (1946) 71-98.

leons doch par excellence exemplifizieren lasse, griff *Eberhard Weis* auf, um seinerseits – wie schon *Jean Tulard* in einer ersten Zwischenbemerkung – das starke dynastische Interesse Napoleons hervorzuheben, dessen Zielsetzung zum einen, als Ausfluß eher familiär-privater Überlegungen, darin bestand, durch verwandtschaftliche Verbindungen zu alten Dynastien die Legitimität des eigenen Hauses zu erhöhen, dessen Absichten zum anderen aber unverhohlen konform gingen mit langfristigen politischen Planungen, nämlich: mit Hilfe eben dieser Beziehungen Pufferstaaten zwischen Preußen und Österreich zu schieben.

Die Diskussion erweiterte sich im folgenden dank der von *Eberhard Weis* aufgeworfenen Frage, warum Napoleon nicht eine bundesstaatliche Verfassung für den Rheinbund mit Hilfe des geplanten Organisationsstatuts erzwungen habe, zur Debatte über die Deutschlandpolitik Napoleons generell. *Weis*, der als Erklärung dafür selbst zwei Gründe nannte (1. den Widerstand Bayerns und Württembergs gegen derartige Absichten und 2. den spanisch-französischen Krieg, dem politische Priorität zugewilligt wurde), zitierte süddeutsche Staatsmänner, die es schon 1806 nur noch als eine Frage der Zeit ansahen, ehe Napoleon seine Kräfte endgültig würde überspannt haben. In diesem Zusammenhang verwies *Manfred Botzenhart* auf das preußisch-französische Bündnis von 1806 und knüpfte daran die Frage, ob Napoleon auf dieser Basis gewissermaßen Halt gemacht und geglaubt habe, daß Frankreich nun saturiert sei. Den von *Jean Tulard* im Vortrag gebrauchten Ausdruck, wonach die Beziehungen zwischen Frankreich und den Rheinbundstaaten „modeste“ gewesen wären, monierte *Rudolfine von Oer* unter Verweis auf den Titel „Protecteur de la Confédération du Rhin“, der doch ein ganz anderes Verhältnis suggeriere. Der Referent widersprach dieser Annahme nachdrücklich und betonte noch einmal, daß der Titel „protecteur“ – anders als der eines „empereur“ oder „roi“ – im Sprachgebrauch Napoleons und auch der Zeit durchaus als „modeste“ zu gelten habe.

Auf die innenpolitischen Reformprojekte einzelner Rheinbundstaaten und deren unterschiedliche Abhängigkeit von französischen Vorbildern zielte *Werner Schubert* mit seiner Frage, inwieweit Napoleon tatsächlich gewillt war, sich in die inneren Angelegenheiten einzelner Rheinbundstaaten einzumischen und dort seine Vorstellungen durchzusetzen. Abgesehen von Westfalen und Berg müsse eine massive französische Einflußnahme ausgeschlossen werden, so *Schuberts* Argumentation, bei den Rheinbundstaaten bestand vielmehr sogar Unsicherheit darüber, ob der Code Napoléon eingeführt werden sollte oder nicht. Im übrigen wären nicht wenige Staaten bemüht gewesen, Pariser Druck vorzutauschen, um ihre eigenen Vorhaben leichter realisieren zu können. *Walter Demel* pflichtete dieser Ansicht unter Anführung bayerischer Beispiele bei, provozierte damit aber, wie auch sein Vorredner, den Widerspruch *Elisabeth Febrenbachs*, die, in modifizierter Unterstützung der Thesen des Referenten, Napoleon eine klare Konzeption, ein wohldurchdachtes Programm für die innenpolitische Umgestaltung der Rheinbundstaaten 1807 zusprach. Berg und Westfalen trugen ihrer Ansicht nach Modellcharakter, ihr Beispiel sollte Schule machen. Frau *Febrenbachs* Hinweis auf das weitgehend revisionsbedürftige Bild, das die einschlägige Literatur über die für sich sprechenden Beispiele französischer Indoktrination aufweise, griff *Hans-Peter Ullmann* auf und beklagte seinerseits die mangelnde Differenzierung zwi-

schen den Rheinbundstaaten, die z. B. unberücksichtigt lasse, daß trotz massiv wirkender Einflußnahme von seiten Frankreichs die jeweiligen Widerstandskräfte der einzelnen Rheinbundregierungen unterschiedlich groß waren.

Eine Wende ins Grundsätzliche gab *Sten Gagnér* der Diskussion durch seine in die Debatte geworfene Frage nach dem „Mythos“ Napoleon, nach den politischen Plänen und der Regierungsweise des Korsen. *Jean Tulards* Antwort, als Schlußbemerkung gleichzeitig die Aussprache abrundend und auf das Thema im engeren Sinne zurückverweisend, war ein knapp skizziertes Porträt des französischen Staatsmannes, das weniger dessen komplexe Persönlichkeit und Stellung zwischen französischer Revolution, aufgeklärter Reform und Reaktion hervorhob, als vielmehr dessen autokratische Regierungsweise und diktatorisch-absolutistische Herrschaftsauffassung betonte.